



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ambassade en France

Le courrier de l'Ambassade

Vu *LU* entendu



Edito de l'Ambassadeur

Une actualité qui nous unit...

Evénement

OCDE – La note du Luxembourg relevée à "largement conforme" par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (30/10)

Faits marquants

Une petite touche de Luxembourg un peu partout!

PRESUE - Les petits-déjeuners de la Présidence avec les Ministres Laurent Fabius et Harlem Désir (16/09), Bernard Cazeneuve (24/09), et Michel Sapin (27/09) ainsi que le SGAE, Philippe Léglise-Costa (22/09)

Actualité diplomatique

Le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, invité du Grand Témoin-Le Figaro (23/10)

OCDE – Le Ministre Romain Schneider participe à la Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali (22/10)

OIF – La 31ème session de la Conférence ministérielle de la Francophonie s'est réunie à Erevan (10-11/10)

Le ministre Romain Schneider au 70e anniversaire de la sécurité sociale à Paris (06/10)

UNESCO - Installation de la nouvelle commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO (24/09, Luxembourg)

COP21 - Intervention de l'Ambassadeur Dühr en clôture de la Conférence "Le changement climatique, levier de développement pour les PME européennes" (27/09, Paris)

COP21 - Les députés Roger Negri et Mady Delvaux à la session sur "innovation et changement climatique" organisée par l'OPECST à l'occasion des 30 ans de son 1er rapport (24/09, Paris)

PRESUE - Intervention de l'Ambassadeur Dühr à la Maison de l'Europe de Paris (15/09)

PRESUE - Crise des migrants, interviews du Ministre Jean Asselborn dans la presse française

Le Ministre Jean Asselborn à Paris pour participer à une conférence consacrée aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient (08/09)

COP21 - Financement climatique: un signal de confiance envers les pays les plus vulnérables (05-07/09, Paris)

Participation des Ministres de la Justice et des Transports, Félix Braz et François Bausch, à la réunion européenne sur la sécurité dans les transports ferroviaires frontaliers à Paris (29/08)

OCDE - Réunion de travail entre le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, et le directeur du Centre de politique et d'administration fiscales (28/08)

COP21 - La Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, invitée de la semaine des Ambassadeurs français (26/08, Paris)

PRESUE - Entrevue entre le Ministre Fernand Etgen, président du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE, et Stéphane Le Foll (30/07)

COP21 - Participation de la Ministre Dieschbourg aux consultations ministérielles informelles préparatoires à la COP21 organisées à Paris (20-21/07)

Une délégation de députés luxembourgeois reçue à l'ASN pour évoquer Cattenom dans le contexte de l'adoption de la loi sur la transition énergétique (16/07, Paris)

OCDE – Le Luxembourg s'engage en matière de Fiscalité et développement en soutenant l'Addis Tax Initiative (15/07, Addis Abeba)

Economie

Extraits de la Newsletter économique

Rencontres et table ronde: le Conseil d'administration du BCFL en visite à la Chambre de Commerce du Luxembourg (22/10, Luxembourg)

Luxembourg : un partenaire international pour la place financière française (20/10, Paris)

Le Business Club France-Luxembourg fait salle comble pour son 1er événement (25/09, Paris)

Le Business Club France-Luxembourg compte déjà plus de 200 membres

Nouvelle brochure "Vivre et travailler au Luxembourg"

"Luxembourg 2015", de nouvelles infographies originales et instructives proposées par le SIP et le STATEC

Nouveau ! la newsletter de la section économique et commerciale

Agenda culturel

Faits marquants

Un beau succès pour l'exposition "Présence de l'absence". Photographies de Silvio Galassi, Carine et Elisabeth Krecké (01-30/10, Paris)

Le cinéma luxembourgeois à l'honneur durant la 15aine du cinéma francophone (06/10, Paris)

Des artistes luxembourgeois dans une grande exposition consacrée à l'architecture dans l'art contemporain (15/10-16/01/2016, Paris)

Une réussite pour le premier Repérage artistique organisé en partenariat entre la cité des arts et les centres culturels (19/10, Paris)

Magnifique concert du Maxime Bender Duo dans le cadre du Festival Jazz à la cité (19/10, Paris)

A ne pas manquer

Toutes les infos mois par mois ? Inscrivez-vous à la Newsletter de la Mission culturelle!
Au quotidien, suivez la Mission culturelle sur les réseaux sociaux!

Actualité du réseau consulaire

Présentations des priorités de la Présidence luxembourgeoise à la Mairie de Metz (21/10) et à la CCI de Lyon (28/10)... entre autres

Echanges renforcés et synergies multiples entre le Luxembourg et la Région Nantaise (12/10, Nantes)

Journée d'études consacrée au Luxembourg à Lille avec la participation des deux Ministres signataires, il y a 30 ans, des Accords de Schengen (08/10, Lille)

Le saviez-vous ?

Financement climatique: des engagements luxembourgeois ambitieux et additionnels

Portraits croisés:

Marc Bichler, Ambassadeur itinérant pour le changement climatique

Jean-Michel Severino, gérant de la société "investisseurs et partenaires"

3 questions à:

Simone Beck, Présidente de la nouvelle commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO

Infos pratiques

Enregistrement consulaire en ligne

Nous trouver

Edito de l'Ambassadeur



L'actualité en ce début d'automne est diverse et multiple. Difficile, voire impossible de privilégier un thème au dépens d'un autre. Alors, au risque de m'éparpiller, je mettrai en exergue plusieurs événements représentatifs, j'espère, de la richesse de notre actualité.

L'UNESCO célébrera cette année ses 70 ans. A un moment où l'obscurantisme, la négation fondamentale de la culture, de l'éducation et de la science semblent gagner du chemin, le moment me semble particulièrement propice pour renouveler notre soutien à l'œuvre civilisatrice de l'UNESCO.

La Conférence des parties sur le changement climatique – la COP-21 – qui débutera le 30 novembre à Paris, entre dans sa dernière ligne droite. Le Luxembourg y joue un rôle important. Au titre de présidence en exercice du Conseil de l'UE, notre ministre de l'Environnement, Mme Carole Dieschbourg, est aux côtés du Commissaire Cañete, le négociateur au nom de l'UE. Souhaitons-leur tout le succès qu'ils méritent ainsi qu'à nos amis français qui auront la lourde tâche d'assumer la Présidence de cette Conférence! Il y va de notre avenir à tous.

« Il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de cigarette entre les positions française et luxembourgeoise ». C'est ainsi que le Directeur politique du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Nicolas de Rivière, a qualifié les relations entre nos deux pays sur les grands dossiers diplomatiques qui font le quotidien de nos Ministres respectifs, Messieurs Laurent Fabius et Jean Asselborn.

J'ajouterai l'éloge appuyé du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve à l'attention de Jean Asselborn pour la manière dont il a assuré la présidence UE dans le dossier extrêmement difficile qu'est l'exode massif des réfugiés syriens vers l'Europe.

Le deuxième Forum économique placé sous l'égide de la Francophonie doit mettre en réseau les économies des quelque 80 pays membres de la francophonie pour développer des synergies, créer des opportunités d'affaires et faire en sorte que le face-à-face Nord-Sud ne reste point une fatalité. Nous y étions également présents.

Le Business-Club France-Luxembourg, formellement lancé le 24 juin de cette année, poursuit son chemin et compte déjà plus de 220 membres. Réunissant individualités et sociétés, développant des activités économiques en France et/ou au Luxembourg, le BCFL se conçoit comme un outil de facilitation, d'information et de mise en contact pour tous ceux qui souhaitent tirer parti des potentialités considérables qu'offre l'intégration économique de nos deux pays.

Le Figaro a consacré une large place au ministre des Finances Pierre Gramegna dans son édition du samedi/dimanche 24/25 octobre et en invitant le Ministre à son émission « Le grand témoin ». Là aussi, les choses changent : les médias du cru renoncent peu à peu à abuser des habituels préjugés et poncifs caractérisant, dans une version réductrice et caricaturale, l'essence du Grand-Duché à un « paradis fiscal ».

Je m'arrêterai là, car le reste de notre actualité très dense, vous le lirez dans les pages de cette édition de notre bulletin. Simplement, et je m'en réjouis, on se rend compte en juxtaposant tous ces éléments, à quel point l'actualité de nos deux pays se trouve imbriquée aujourd'hui, et donc à quel point il est important de cultiver les excellentes relations qui nous unissent.

Paul Dühr

Ambassadeur

Événement

OCDE – La note du Luxembourg relevée à "largement conforme" par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales (30/10)



(de g. à dr.) Pascale Toussing, Directeur de la Fiscalité et Pierre Gramegna, Ministre des Finances © MFIN

Le 5 octobre dernier, l'OCDE publiait les résultats de son projet pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). [Ces résultats ont été salués et soutenus par le Luxembourg](#) qui "tient à ce que les nouvelles règles soient transposées par tous les États, dans le but d'établir un véritable 'level playing field' mondial en matière de fiscalité des entreprises".

Le 30 octobre, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, lié à l'OCDE, a publié les nouvelles notes de conformité sur la transparence en matière fiscale, à la suite d'un processus d'examen par les pairs.

Le Luxembourg a reçu la note globale de "largement conforme", le Forum mondial reconnaissant l'engagement déterminé du Luxembourg en faveur de la transparence et dans la mise en œuvre des normes internationales. Le Luxembourg a désormais la même notation que par exemple les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie.

Le ministre des Finances du Luxembourg, Pierre Gramegna a déclaré: "Nous sommes satisfaits de recevoir cette nouvelle note de conformité qui reconnaît les efforts et l'engagement du Luxembourg en matière de transparence et d'échange d'informations. Le Luxembourg désormais ne figure plus sur la liste noire. C'est le résultat d'un plan d'action précis, qui a non seulement compris une série de mesures législatives et réglementaires, mais a également amélioré les processus de communication avec nos partenaires

internationaux. Nous allons continuer à travailler à la mise en place d'un cadre réglementaire international équitable (level playing field) et à soutenir l'échange d'informations à une plus grande échelle."

Le Luxembourg a été parmi les premiers pays à adopter l'application de l'échange automatique au niveau de l'OCDE, ce qu'on appelle le Common Reporting Standard (norme commune d'échange automatique). Les renseignements concernant 2016 seront échangés avec près de 60 juridictions à partir de 2017.

En 2014, le Luxembourg a abandonné le secret bancaire dans le contexte de la mise en œuvre de l'échange automatique d'informations pour les résidents de l'UE, qui s'applique depuis le début de 2015. L'échange automatique d'informations pour les ressortissants des États-Unis en vertu des dispositions du FATCA est également entré en vigueur cette année.

Luxembourg, faits marquants

SurprisingLux: une petite touche de Luxembourg un peu partout!

[Luxembourg for Finance](#) et [Luxembourg for Business](#) viennent de lancer une [nouvelle vidéo](#) "[Une petite touche de Luxembourg un peu partout](#)" ("[A little piece of Luxembourg everywhere](#)") pour rappeler que le Luxembourg n'est pas seulement un centre financier majeur mais est aussi un acteur important dans de nombreux secteurs de l'industrie. Cette vidéo est le prélude à une campagne [SurprisingLux](#) lancée le 30 octobre qui s'attache à mieux faire connaître la diversité de l'économie luxembourgeoise.



En effet, si les services financiers représentent 25% du PIB, d'autres secteurs jouent en effet un rôle important tels que la sidérurgie, les TIC, les technologies de la santé, la logistique et la production de pièces détachées pour l'automobile.

Dans [cette vidéo](#), vous pourrez ainsi vous rendre compte qu'il y a bien une petite touche de Luxembourg un peu partout, des gratte-ciel aux voitures en passant par l'espace. Les poutres d'acier géantes utilisées notamment pour les nouvelles Freedom Towers de New York sont produites au Luxembourg. Le verre utilisé dans la construction de la tour Burj Khalifa à Dubai, le plus haut édifice au monde, a également été réalisé au Luxembourg. Les combinaisons Hazmat qui protègent ceux qui prodiguent les soins aux victimes de l'épidémie mortelle Ebola sont conçues et fabriquées au Luxembourg. Le Luxembourg est aussi le siège du plus grand opérateur mondial de satellites, SES, qui offrent un accès à la télévision à des centaines de millions de foyers de par le monde.

L'économie du Luxembourg d'aujourd'hui est un savant mélange d'industrie à haute valeur ajoutée, de commerce de détail et de e-commerce, de communications et de services logistiques, et de services financiers avec une attention particulière aux produits et services destinés à l'export pour et à travers l'Europe et au-delà.



Ne vous reste donc plus qu'à découvrir cette [nouvelle vidéo \(en anglais\)](#) et à télécharger la [brochure Surprisinglux \(déjà disponible en anglais\)](#) et qui le sera bientôt également en français)!

PRESUE - Les petits-déjeuners de la Présidence avec les Ministres Laurent Fabius et Harlem Désir (16/09), Bernard Cazeneuve (24/09), et Michel Sapin (27/09) ainsi que le SGAE, Philippe Léglise-Costa (22/09)

C'est un exercice obligé de toute Présidence mais aussi une occasion privilégiée pour les Ambassadeurs de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion d'entendre les Ministres français commenter l'actualité nationale, européenne et internationale. En l'espace de deux mois à peine, se sont ainsi succédé à la Résidence de l'Ambassadeur Dühr :

- le 16 septembre, le [Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius](#) accompagné du secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Harlem Désir, pour un rapide tour d'horizon des grands dossiers de fonds menés au niveau européen avant d'évoquer plus en détail l'actualité internationale: COP21, crise migratoire, situation en Syrie, processus de paix au Proche-Orient...



- le 22 septembre, le Secrétaire général des Affaires européennes (SGAE), Philippe Léglise-Costa pour évoquer le Conseil européen extraordinaire du 23 septembre ;

- le 24 septembre, le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve pour évoquer la crise migratoire ;
- le 27 septembre, le Ministre des Finances, Michel Sapin pour parler de la situation économique française et des grands dossiers économiques européens.



Devraient suivre prochainement le Ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, la Ministre de l'Environnement, du Développement durable et de l'Energie, Ségolène Royal, ainsi que le Premier ministre, Manuel Valls...

Actualité diplomatique

Le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, invité du Grand Témoin-Le Figaro (23/10)

De passage à Paris pour l'ouverture du [séminaire financier organisé par Luxembourg for Finance au Palais Brongniart](#), le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, a accordé une interview vidéo au Figaro en tant que "Grand Témoin".



Crédits photos: François Bouchon / Le Figaro

[Retrouvez la vidéo de cette entrevue](#)

OCDE – Romain Schneider participe à la Conférence internationale pour la relance économique et le développement du Mali (22/10)

Le 22 octobre 2015, le ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider, a participé à la Conférence pour la relance économique et le développement du Mali "Bâtir un Mali émergent" de l'OCDE à Paris, dédiée à la reconstruction et au relèvement des régions du nord du Mali.



Le Ministre Romain Schneider (à droite) en discussion avec Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale du Mali

La conférence a été ouverte par des discours du Président français François Hollande ainsi que du Président malien Ibrahim Boubacar Keïta, qui était accompagné par une grande partie de son gouvernement venus pour présenter le plan d'action pour le Nord du Mali. ([suite...](#))

OIF – La 31ème session de la Conférence ministérielle de la Francophonie s'est réunie à Erevan (10-11/10)

3 ans après être devenue membre à part entière de l'OIF, l'Arménie a organisé, les 10 et 11 octobre à Erevan, la 31ème session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) adossée à la 96ème réunion du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) réuni la veille.



Photo de famille autour du Président arménien, Serge Sargsyan (@Karen Minasyan/OIF)

Outre l'approbation du budget 2016 de l'organisation, les ministres ont adopté cinq résolutions relatives à :

- [la Francophonie, espace de paix, de tolérance, de diversité, de dialogue et de compréhension mutuelle](#) ;
- [la prévention du génocide](#) ;
- [les enjeux de la 21e Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur les changements climatiques](#) ;
- [les réfugiés et les migrants](#) ;
- [la participation de la jeunesse à la vie des institutions de la Francophonie.](#)

([suite...](#))

Le ministre Romain Schneider a participé au 70e anniversaire de la sécurité sociale à Paris (06/10)

Le ministre de la sécurité sociale, Romain Schneider, a participé en date du 6 octobre 2015 à une conférence à l'occasion du 70e anniversaire de la sécurité sociale à Paris.

Son intervention s'inscrivait dans le 1er thème de l'après-midi sur la sécurité sociale en Europe et dans le monde.



Le débat a réuni les ministres des affaires sociales luxembourgeois, allemands, suédois, français, tunisiens ainsi qu'un professeur du Massachusetts Institute of Technology.

La journée a été clôturée par un discours du président de la République.

UNESCO - Installation de la nouvelle commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO (24/09, Luxembourg)

Le 24 septembre 2015, la ministre de la Culture, Maggy Nagel, a reçu les membres nouvellement nommés de la Commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO. Cet organe consultatif, rattaché depuis 2001 au ministère de la Culture, se base sur un règlement grand-ducal du 12 décembre 2014.



La ministre de la Culture, Maggy Nagel, avec la nouvelle Commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO

Le but des commissions nationales pour la coopération avec l'UNESCO, réunies dans un réseau mondial, est de promouvoir les objectifs de l'UNESCO et d'informer sur ses projets et ses travaux. Par ailleurs, elles associent les instances gouvernementales, les institutions publiques et privées, le monde universitaire et scolaire ainsi que les ONG aux projets de l'UNESCO qui concernent la culture, l'environnement, l'éducation et la communication.

La ministre s'est réjouie du lancement des travaux de la nouvelle Commission. Elle s'attend à une façon de travailler plus concrète et plus active. La ministre attend les propositions et des avis par rapport aux sujets qui semblent importants à la Commission.

La nouvelle présidente, Simone Beck, a rappelé le devoir d'information de la Commission. Elle voudrait promouvoir l'idée formidable qui est derrière l'UNESCO, notamment le fait que le patrimoine architectural, les sites industriels, le patrimoine naturel, les mélodies, les danses, la gastronomie ou les coutumes appartiennent à nous tous.

La nouvelle Commission nationale est composée de représentants de la Chambre des députés, du ministère de la Culture, du ministère des Affaires étrangères et européennes, du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, du ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche, du département de l'environnement du ministère du Développement durable et des Infrastructures, du Service national de la jeunesse, de l'Université du Luxembourg, du Conseil national de la presse, du Conseil national des femmes, de la Conférence générale de la jeunesse du Luxembourg, de la Commission consultative des droits de l'homme, de la Commission nationale d'éthique, du Cercle de coopération des ONG de développement, du Conseil supérieur des sports, ainsi que de représentants et d'experts des secteurs de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et du tourisme. Catherine Decker en assume la fonction de secrétaire général.

A peine installée, la Commission s'est rendue le 29 septembre à l'UNESCO à Paris pour y rencontrer les représentants de l'UNESCO parmi lesquels M. Eric Falt, Sous-Directeur général pour les Relations extérieures et l'Information du public de l'UNESCO, et Mme Mechtild Rössler, Directrice de la Division du patrimoine et du Centre du patrimoine mondial.

COP21 - Intervention de l'Ambassadeur Dühr en clôture de la Conférence "Le changement climatique, levier de développement pour les PME européennes" (27/09, Paris)

A l'invitation de [l'Assemblée parlementaire des Chambres de Métiers et de l'Artisanat \(APCMA\)](#), l'Ambassadeur Dühr est intervenue en clôture de la Conférence sur le thème : "Le changement climatique, levier de développement pour les PME européennes" organisée mardi 29 septembre au siège de [l'APCMA](#).



Cette Conférence s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la prochaine conférence des nations unies sur les changements climatiques (COP21) et, plus précisément de l'« Agenda des solutions », promu par les Présidences péruviennes et françaises et dont l'objectif est de regrouper et de dynamiser les initiatives des entreprises afin de porter en amont de la conférence une vision plus positive de la lutte contre le dérèglement climatique.

L'objectif de cet événement était notamment d'aboutir à une plateforme de propositions permettant aux TPE/PME d'appréhender les enjeux climatiques et de les considérer comme des leviers potentiels de développement. Il s'agissait également de communiquer sur le fait que la lutte contre les changements climatiques représente une opportunité économique pour les entreprises et l'ensemble des pays. Tel était notamment le message porté par l'Ambassadeur Dühr.

[Télécharger le programme de la Conférence](#)

[Télécharger l'intervention de l'Ambassadeur Dühr](#)

COP21 - Les députés Roger Negri et Mady Delvaux à la session sur "innovation et changement climatique" organisée par l'OPECST à l'occasion des 30 ans de son 1er rapport (24/09, Paris)

A l'occasion du trentième anniversaire de son [premier rapport sur les "pluies acides"](#) et de la présidence française de [l'EPTA \(European Parliamentary Technology Assessment\)](#), la fédération européenne des structures chargées de l'évaluation scientifique et technologique auprès de leur Parlement, [l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques \(OPECST\)](#) a organisé, jeudi 24 septembre dans les locaux de l'Assemblée Nationale, une audition publique sur le thème "Innovation et changement climatique. L'apport de l'évaluation scientifique et technologique".

Cette audition, conçue comme une contribution à la préparation de la COP21 dont elle a reçu le label, avait été élargie au-delà du cercle des 16 parlements membres de l'EPTA pour rassembler près de 150 personnalités provenant de 29 pays différents (24 pays de l'Union

européenne, la Norvège, la Suisse, les Etats-Unis, la Russie et la Corée du Sud). Tout comme 26 autres parlementaires de pays européens délégués par leurs Parlements respectifs, le député Roger Negri était là pour représenter la Chambre des Députés à cet évènement. Madame Mady Delvaux représentait, quant à elle, le Parlement européen. ([suite...](#))



PRESUE - Intervention de l'Ambassadeur Dühr à la Maison de l'Europe de Paris (15/09)

A l'invitation de la Maison de l'Europe de Paris et de sa Présidente, l'ancienne Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes (1984-1986), Catherine Lalumière, l'Ambassadeur Dühr est venu présenté, mercredi 15 septembre, aux visiteurs de la Maison de l'Europe de Paris les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.



L'Ambassadeur Dühr aux côtés de la Présidente de la Maison de l'Europe de Paris et ancienne Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes (1984-1986), Catherine Lalumière

L'Ambassadeur s'est attaché à faire le lien entre les dossiers de l'actualité brûlante et les grands dossiers européens et s'est ensuite prêté au jeu des questions - réponses. La soirée s'est clôturée par la dégustation d'un vin de Schengen, un clin d'œil aux accords du même nom qui avaient été signés en 1985... par Madame Lalumière notamment.

PRESUE - Crise des migrants, interviews du Ministre Jean Asselborn dans la presse française

Dans une série d'interviews publiées dans les éditions du [Figaro](#), du [Luxemburger Wort](#) et du [Tageblatt](#) datées du 14 septembre 2015, le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, Jean Asselborn, fait le point sur la crise des réfugiés. La question est à l'ordre du jour du [Conseil Justice et Affaires intérieures \(JAI\)](#) du 14 septembre. Quelques jours avant, le 10 septembre, le quotidien français "Le Monde" avait également publié [une interview](#) que le journaliste Jean-Pierre Stroobants, de son bureau européen de Bruxelles, a menée avec le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration Jean Asselborn. Le ministre prend position sur la crise des réfugiés et les défis qu'elle soulève dans l'UE et ses Etats membres. ([suite...](#))

Le Ministre Jean Asselborn à Paris pour participer à une conférence consacrée aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient (08/09, Paris)

Sur invitation conjointe du ministre des Affaires étrangères de la France, Laurent Fabius, et de la Jordanie, Nasser Judeh, le ministre des Affaires étrangères et européennes du Luxembourg, Jean Asselborn, s'est rendu à la conférence internationale consacrée aux victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient à Paris, le 8 septembre 2015.



Le Ministre Jean Asselborn avec la Haute-Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, le Haut-commissaire des Nations unies pour les Réfugiés Antonio Guterres et le ministre italien des Affaires étrangères et de

Plus de 60 pays, ainsi que plusieurs agences onusiennes et autres organisations internationales, ont participé, en présence du président de la République française, François Hollande, et du vice-secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Jan Eliasson, à la conférence de Paris, qui s'inscrit dans le suivi de la réunion du Conseil de sécurité du 27 mars 2015 sur les victimes d'attaques et d'exactions contre les minorités ethniques ou religieuses au Moyen-Orient.

La conférence a permis d'élaborer un plan d'action concret comportant des mesures pour répondre aux défis urgents, notamment humanitaires, et de favoriser le retour et la réinstallation de personnes déplacées. Le plan d'action vise également à préserver la diversité à travers la promotion de solutions politiques inclusives et la protection du patrimoine culturel, et enfin à lutter contre l'impunité.



A l'occasion de son passage à Paris, le ministre des Affaires étrangères et européennes, ministre de l'Immigration et de l'Asile du Luxembourg, Jean Asselborn, a été reçu au Palais de l'Élysée pour un entretien en tête à tête. Le ministre Asselborn s'est également entretenu avec le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve. En amont du Conseil "Justice et affaires intérieures" (JAI) extraordinaire convoqué par la Présidence luxembourgeoise pour le 14 septembre 2015, la migration et la crise des réfugiés ont été au cœur des discussions.

COP21 - Financement climatique: un signal de confiance envers les pays les plus vulnérables (05-07/09, Paris)

Le financement climatique était au centre d'une rencontre des ministres de 18 pays donateurs, dont le Luxembourg, qui s'est tenue ce weekend à Paris, sur invitation des États-Unis et de la Suisse.

Dans une déclaration commune, les ministres ont réaffirmé leur détermination à mobiliser,

à partir de 2020, annuellement 100 milliards de dollars US de sources publiques et privées afin de soutenir la réduction des émissions et les mesures d'adaptation dans les pays en voie de développement.

"Le financement climatique est une question-clé de la conférence climatique de Paris. Cette réunion a permis d'envoyer un signal de confiance important envers les pays les moins développés, plus vulnérables au dérèglement climatique", précise la ministre Carole Dieschbourg, présente à Paris.

Les ministres ont annoncé vouloir poursuivre leurs efforts en vue d'améliorer la mise à disposition des données et de la méthode d'évaluation du financement climatique. Les données actuellement disponibles ne représentent pas un tableau complet des contributions.

Participation des Ministres de la Justice et des Transports, Félix Braz et François Bausch, à la réunion européenne sur la sécurité dans les transports ferroviaires frontaliers à Paris (29/08)



Réunis le 29 août 2015 à Paris à l'invitation de la France, Félix Braz et François Bausch, Présidents en exercice des formations Justice Affaires Intérieures et Transports du Conseil de l'Union européenne, ainsi que plusieurs Ministres et hauts représentants de l'Allemagne, Thomas de Maizière et Alexander Dobrindt, de la Belgique, Jan Jambon et Jacqueline Galant, de l'Espagne, Jorge Fernandez Diaz et Ana Pastor, de l'Italie, Filippo Bubbico et Graziano Delrio, des Pays-Bas, Ard van der Steur, du Royaume-Uni, Theresa May et Patrick McLoughlin, et du gouvernement suisse, Mme Nicoletta della Valle, ont adopté, en présence du Commissaire européen à la migration, aux Affaires intérieures et à la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, du Commissaire européen chargé des transports, Violetta Bulc, et du coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme, Gilles de

Kerchove, la déclaration suivante:

"Nous sommes déterminés à poursuivre notre coopération avec l'ensemble des acteurs de la sécurité et des transports afin de prévenir, détecter et mieux lutter contre les actions violentes que des individus radicalisés pourraient vouloir commettre sur le sol de l'Union européenne. Nous marquons aujourd'hui le besoin de renforcer encore davantage la coopération opérationnelle entre nos différents services, qu'ils soient publics ou privés, tant aux niveaux national qu'europpéen. ([suite...](#)).

OCDE - Réunion de travail entre le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, et le directeur du Centre de politique et d'administration fiscales (28/08)

Pierre Gramegna, ministre des Finances, a reçu ce vendredi 28 août 2015 Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, pour une réunion de travail.



(de g. à dr.): Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE; Pierre Gramegna, ministre des Finances

Ils ont évoqué notamment les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, ainsi que l'évolution des négociations BEPS (base erosion and profit shifting).

COP21 - La Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, invitée de la semaine des Ambassadeurs français (26/08, Paris)

La Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, a été invitée par le Ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, à intervenir le 26 août dans le cadre de la Semaine des Ambassadeurs au cours d'une sessions intitulée "vers l'alliance de Paris pour le climat".



Photo : MAEDI/F. de la Mure

Ont également pris part à cette session Monsieur Thoriq Ibrahim (Ministre de l'Environnement des Maldives, Président du groupe AOSIS - 2ème à gche sur la photo), Monsieur Khaled Fahmy (Ministre de l'Environnement de l'Egypte et Président du groupe Afrique, tout à droite sur la photo), Madame Hakima El Haite, (Ministre de l'Environnement du Maroc et présidence de la COP22, au centre sur la photo). Madame Laurence Tubiana (Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique et représentante spéciale pour Paris Climat 2015, à gauche sur la photo) assurait quant à elle la modération de cette session. ([suite...](#))

PRESUE - Entrevue entre le Ministre Fernand Etgen, président du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE, et Stéphane Le Foll (30/07)

Le président du Conseil des ministres de l'Agriculture de l'UE, Fernand Etgen, a rencontré le ministre de l'Agriculture français, Stéphane Le Foll, le 30 juillet 2015 à Paris pour discuter de la situation difficile des filières laitières, bovines et porcines en France et dans la plupart des régions de l'Europe.



Au préalable et à la demande de plusieurs États membres, dont la France, la Présidence luxembourgeoise avait pris l'initiative de convoquer un Conseil des ministres extraordinaire le 7 septembre 2015 afin de discuter des mesures à prendre au niveau européen.

D'ici-là, la Présidence luxembourgeoise poursuivra les consultations avec les autres États membres et la Commission aussi bien au niveau technique que politique.

Le suivi des marchés des produits agricoles ainsi que des différentes filières de production est une des priorités de la Présidence luxembourgeoise.

COP21 - Participation de la Ministre Dieschbourg aux consultations ministérielles informelles préparatoires à la COP21 organisées à Paris (20-21/07)

Laurent Fabius, futur président de la COP 21, a réuni les 6 et 7 septembre les deuxièmes consultations ministérielles informelles pour préparer la conférence de Paris sur le climat. Le Luxembourg, au titre de la Présidence du Conseil de l'UE, y était représenté par sa Ministre de l'Environnement, Mme Carole Dieschbourg, et plusieurs membres de son équipe de négociation. La Ministre a convoqué, en marge de ces consultations, deux réunions de coordination européenne avec les différents pays européens présents (Allemagne, France, Italie, Malte, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Suède) en présence de la Commission européenne.



Ces consultations informelles ont pour objectif d'accompagner, à un niveau politique, le processus de négociation sur les principaux thèmes en cours de discussion. Les premières consultations se sont tenues les 20 et 21 juillet et ont permis d'échanger sur l'équilibre général de l'accord, son niveau d'ambition et le degré de différenciation qui doit être retenu pour tenir compte des situations et des niveaux de développement différents des États membres des Nations unies.

L'objectif des consultations du 6 et 7 septembre, qui ont réuni une soixantaine de délégations dont une quarantaine de ministres, portaient sur les enjeux importants de la

négociation que sont :

- les moyens de mise en œuvre de l'accord : le financement, les transferts de technologies et le renforcement des capacités ;
- l'adaptation au dérèglement climatique et la question des pertes et dommages.

Une délégation de députés luxembourgeois reçue à l'ASN pour évoquer Cattenom dans le contexte de l'adoption de la loi sur la transition énergétique (16/07, Paris)

Une délégation de la Sous-commission chargée de préparer un débat d'orientation sur la politique énergétique et du climat, accompagnée de représentants du Comité national d'action contre le nucléaire et de représentants de l'Ambassade du Luxembourg à Paris, a été reçue le 16 juillet par l'Autorité française de sûreté nucléaire (ASN), pour évoquer le dispositif de sûreté amélioré des centrales nucléaires françaises suite aux enseignements tirés de l'accident de Fukushima.



La délégation luxembourgeoise (les députés Henri KOX (déi gréng, Président de la Sous-commission), Roger NEGRI (LSAP), Félix EISCHEN (CSV), Max HAHN (DP) accompagnés de Timon OESCH (Secrétaire de la Sous-commission), de Patrick MAJERUS (Ministère de la Santé), Joé DUCOMBLE (Ministère du Développement durable), Roger SPAUTZ et Dan MICHELS (Comité national d'action contre le nucléaire), Christian MULLER et Guillaume COLIN (Ambassade en France)) a été reçue par l'équipe de l'ASN (Pierre-Franck Chevet (Président), Margot Tirmarche (Commissaire), Jean-Luc LACHAUME (Directeur général adjoint), Anne-Cécile RIGAIL (Direction des centrales nucléaires), Sophie LETOURNEL (division de Strasbourg) et Ludivine Gilli (Direction des Relations internationales))

[\(suite...\)](#)

OCDE – Le Luxembourg s’engage en matière de Fiscalité et développement en soutenant l'Addis Tax Initiative (15/07, Addis Abeba)

Le Ministre Romain Schneider a co-signé l'Initiative d'Addis Abeba sur la fiscalité ("Addis Tax Initiative") le 15 juillet dernier, en marge de la 3ème conférence d'Addis Abeba sur le financement du développement. Le Luxembourg s'est ainsi engagé à doubler son aide pour le développement (APD) destiné à des projets de développement dans le domaine fiscal.



Les Ministres signataires de l'Initiative d'Addis Abeba sur la fiscalité (dont le Ministre Romain Schneider, au second rang au centre)

Dans son discours lors de la session plénière de la réunion d'Addis Abeba, le Ministre Schneider a souligné l'importance du volet fiscal dans le contexte de la mobilisation des ressources nationales: "Aider les pays en développement à parfaire leurs systèmes administratifs en matière d'imposition et de collecte de l'impôt a un effet d'entraînement aussi bien sur l'équité sociale que sur la facilitation du commerce et des investissements privés. C'est pour cette raison que le Luxembourg participe aux initiatives de l'OCDE dans ce domaine, comme les inspecteurs d'impôt Sans Frontières, BEPS pour le Développement, ou encore la nouvelle initiative d'Addis Abeba sur la fiscalité". ([suite...](#))

Economie



Extraits de la Newsletter économique

Rencontres et table ronde: le Conseil d'administration (CA) du BCFL en visite à la Chambre de Commerce du Luxembourg (22/10, Luxembourg)

C'est dans une atmosphère chaleureuse que s'est tenue, le 22 octobre dernier, la première réunion du [BCFL](#) à Luxembourg.



De gauche à droite: Marc Poncé (Directeur Général Sodexo Luxembourg, Vice-président du CA), Paul Dühr (Ambassadeur du Luxembourg à Paris et Vice-président du CA), Pierre Gramegna (Ministre des Finances), Christopher Baldelli (Président du directoire RTL France et Président du CA), Robert Dennewald (VP de la Chambre de Commerce du Luxembourg et Président de la S.A. Des Chaux de Contern), Laurence Sdika (Attachée économique et commerciale à Paris et Secrétaire générale), Carlo Thelen (Directeur de la Chambre de Commerce de Luxembourg et VP du CA), Jeannot Erpelding (directeur des Affaires Internationales de la Chambre de commerce de Luxembourg) @Agence Blitz - Charles Caratini

Tout d'abord, un déjeuner en présence de Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances du Grand-Duché de Luxembourg, Membre d'honneur du BCFL, a permis de présenter le Conseil d'administration (CA) du Business Club à certains partenaires et futurs partenaires du BCFL. ([suite...](#))

Luxembourg : un partenaire international pour la place financière française (20/10, Paris)

Plus de 300 professionnels du secteur financier étaient réunis au Palais Brongniart, le 20 octobre dernier, dans le cadre d'un séminaire financier organisé par Luxembourg for Finance, sous le patronage de Pierre Gramegna, Ministre des Finances de Luxembourg et de Paul Dühr, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg à Paris.

Étalé sur une matinée, le séminaire intitulé "Luxembourg: votre partenaire international", a permis d'échanger sur la complémentarité existante entre les deux places financières et sur le rôle de Luxembourg en tant que porte d'entrée vers le marché international.

Accompagné d'une délégation composée de représentants du secteur financier luxembourgeois, Pierre Gramegna a évoqué devant un parterre de banquiers, gestionnaires de fonds français et autres professionnels de la finance, les enjeux relatifs à la compétitivité des services financiers européens et a rappelé les liens économiques de longues dates unissant les deux pays.



"Les institutions financières françaises ont une présence établie au Luxembourg qui remonte aux années 1890. La France est le deuxième plus important acteur au Luxembourg avec un nombre total de 15 banques, dont certaines figurent parmi les plus importants employeurs du pays". ([suite...](#))

Le Business Club France-Luxembourg fait salle comble pour son 1er événement (25/09, Paris)

Le 25 septembre dernier s'est tenu à Paris le premier événement organisé par le Business Club France-Luxembourg depuis son lancement en juin.

La thématique de la matinée portait sur l'accès aux marchés français et luxembourgeois et visait à apporter éclairages et témoignages quant à la meilleure façon pour une entreprise luxembourgeoise d'aborder efficacement le marché de son voisin français et réciproquement.

Les échanges, inscrits volontairement dans la complémentarité, avaient pour objectif d'aider les entrepreneurs des deux pays à appréhender leurs relations d'affaires avec pragmatisme et sérénité.

Une centaine de personnes et une dizaine d'intervenants (représentant la [Chambre de Commerce du Luxembourg](#), son [Espace Entreprises](#), l'Ambassade du Luxembourg en France et son homologue française au Luxembourg, la CFCI, Business France, les CFCE...) avaient répondu présents à l'appel.



[\(suite...\)](#)

Le Business Club France-Luxembourg compte déjà plus de 200 membres (21/09)

Le 21 septembre, soit trois mois après son lancement, le [Business Club France-Luxembourg](#) a franchi la barre des 200 membres en accueillant en son sein la société française TV SPORT EVENTS, anciennement CANAL+ EVENTS, acteur majeur de

l'événementiel et du sport business.



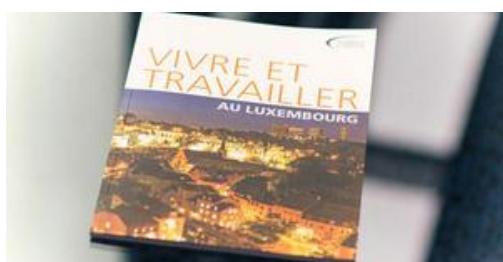
Depuis son lancement fin juin dernier, le BCFL a ainsi doublé le nombre de ses adhérents tout en entendant conserver cohérence et proximité.

Enthousiastes face à l'engouement suscité, ses adhérents, son CA et ses membres d'honneur sont, en effet, plus que jamais mobilisés pour que l'intérêt et les synergies perdurent.

Signes encourageants de l'implication de tous les acteurs du BCFL: un agenda riche, un bouche-à-oreille qui ne se tarit pas, des rendez-vous entre membres, des mises en relation spontanées ou induites et des initiatives multiples qui confortent le sentiment partagé de s'inscrire de manière privilégiée, y compris en termes de relations publiques, dans un lien bilatéral soutenu.

Ne manquez pas de consulter le [site du BCFL](#) pour de plus amples informations et des mises à jour constantes!

"Vivre et travailler au Luxembourg", nouvelle brochure de la Chambre de Commerce du Luxembourg



La Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg vient de publier une nouvelle brochure intitulée "Vivre et travailler au Luxembourg", soit 52 pages d'informations utiles à toute personne envisageant de s'installer au Luxembourg.

Les premiers chapitres de la publication abordent la situation géographique du pays, son contexte socio-économique ainsi que les différentes formalités et démarches à effectuer lors de son établissement dans le pays. Ensuite sont abordés les thèmes cruciaux pour les familles de la santé, l'éducation, la maternité, la petite enfance ainsi que tout ce qui touche

à l'art de vivre que propose le Luxembourg, de la culture à la gastronomie en passant par le tourisme et le sport.

La publication renvoie vers quantité d'adresses utiles et est dotée d'un index thématique permettant de retrouver rapidement les informations recherchées.

Cette brochure, éditée en français dans un premier temps, sera tout prochainement disponible en anglais et en allemand. Elle est téléchargeable [ici](#) ou sur commande en utilisant la fonction "Commander version imprimée" à partir de l'onglet "[publications](#)".

"Luxembourg 2015", de nouvelles infographies originales et instructives proposées par le SIP et le STATEC



"Luxembourg 2015" est un ensemble de 14 infographies sur le Grand-Duché de Luxembourg élaborées par le Service information et presse du gouvernement et le STATEC (Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché du Luxembourg).

L'objectif de ces infographies est de présenter et de promouvoir le Grand-Duché de façon visuelle et ludique en mettant l'accent sur les thèmes suivants: population multiculturelle, situation linguistique, marché de l'emploi, économie, symboles nationaux, culture et traditions, qualité de vie, politique et institutions, mobilité, le Luxembourg dans le monde et l'histoire du Grand-Duché. Ces fiches infographiques seront annuellement mises à jour.

Les 14 infographies sont disponibles dans leur version française, allemande et anglaise à l'adresse: <http://www.luxembourg.public.lu/fr/publications/c/luxembourg-2015/index.html>

Nouveau ! La newsletter de la section économique et commerciale

Au fil de nos numéros et du développement de l'activité de la section économique et commerciale conduite par Laurence Sdika, l'actualité économique se faisait de plus en plus riche. Le lancement du [Business Club France-Luxembourg \(BCFL\)](#), le 24 juin dernier, a, en outre, contribué à donner une visibilité nouvelle à cette actualité et, plus substantiellement, aux relations économiques et commerciales dont elles sont la traduction.

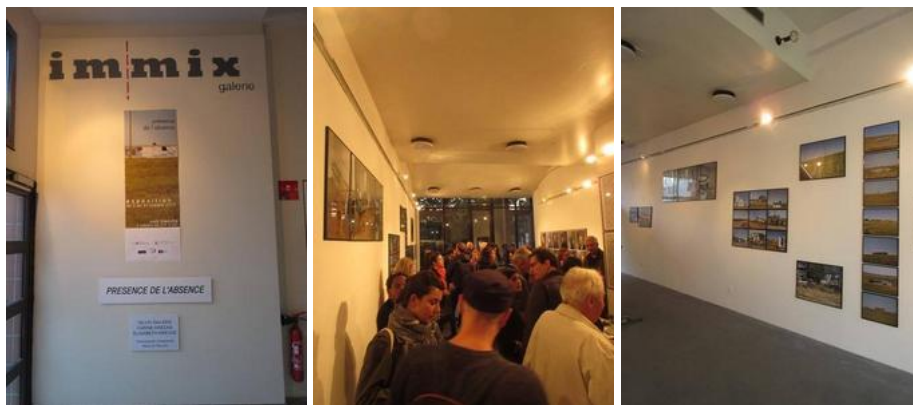
Il était donc naturel que la section économique et commerciale développe sa propre Newsletter que nous vous proposons de découvrir [ici](#).

Par ailleurs, le site du BCFL lancé lui aussi par le Premier Ministre Xavier Bettel, en juin dernier, permet à ceux qui s'y intéressent de suivre, au jour le jour, l'actualité de ses membres toujours plus nombreux: <http://www.businessclub-luxembourg.fr/actualites/>

Agenda culturel

Faits marquants

**Un beau succès pour l'exposition "Présence de l'absence".
Photographies de Silvio Galassi, Carine et Elisabeth Krecké (01-30/10,
Paris)**



Le 1er octobre s'ouvrait l'exposition « Présence de l'absence » consacrée aux artistes photographes luxembourgeois Silvio Galassi et Carine & Elisabeth Krecké. L'exposition, conçue par la Mission culturelle du Luxembourg avec le commissaire Paul di Felice à l'occasion de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, explore le pouvoir de transfiguration et la liberté d'interprétation des photographies et de la vidéo, révélatrices des réalités cachées dans les traces du temps et de l'espace visuels.



L'exposition s'est tenue dans le cadre de la Semaine des cultures étrangères et des Rencontres Photographiques du 10^e grâce au soutien et à l'accueil de la Galerie IMMIX et notamment de son directeur Carlo Werner.

Lors du vernissage ce sont plus d'une centaine de personnes à être venues apprécier le travail des photographes en compagnie des artistes et du commissaire d'exposition ainsi que de l'adjoint à la culture de la Mairie du 10^e arrondissement de Paris, Monsieur Eric Algrain.

Présence de l'absence

Photographies de Silvio Galassi, Carine et Elisabeth Krecké

Commissaire d'exposition : Paul di Felice

Exposition du 2 au 31 octobre 2015 . Vernissage le 1er octobre

Galerie Immix, 116 Quai de Jemmapes, Paris 10e

<http://immixgalerie.fr/>

Le cinéma luxembourgeois à l'honneur durant la 15aine du cinéma francophone (06/10, Paris)

Le 6 octobre, la Quinzaine du cinéma francophone consacrait une soirée entièrement au cinéma luxembourgeois, à l'instigation du Centre Wallonie Bruxelles et de la Mission culturelle du Luxembourg en France et en présence de l'Ambassadeur Paul Dühr.



Après une première séance de six courts-métrages qui a su montrer l'étendue de la créativité de la scène luxembourgeoise, le public a pu découvrir le long-métrage *Baby(a)lone* de Donato Rotunno. Le réalisateur avait fait le déplacement pour introduire ce film aussi magnifique que dur et déstabilisant sur une jeunesse en perte de repère. Les discussions se sont largement poursuivies après les projections autour d'un cocktail.

La vie de *Baby(a)lone* continue, puisque suite à cette projection, il a été programmé au 11e Festival du film d'éducation (1 au 5 décembre 2015, Évreux) et au 34ème Festival Itinérances à Alès (18-28 mars 2016).

Nous remercions tout particulièrement Louis Héliot du Centre Wallonie Bruxelles pour son soutien sans faille au cinéma luxembourgeois.

Des artistes luxembourgeois dans une grande exposition consacrée à l'architecture dans l'art contemporain (15/10-16/01/2016, Paris)

Martine Feipel & Jean Bechameil et Bert Theis figurent dans l'exposition collective "Dimensions variables. Artists and Architecture" au Pavillon de l'Arsenal à Paris. C'est la première fois que sont rassemblés autant de grands noms de l'art contemporain autour de la question de la ville et de l'architecture. L'exposition présente ainsi 50 œuvres d'artistes français et internationaux.

Du 15.10. au 16.01.2016 - Pavillon De L'arsenal, 21 Boulevard Morland, Paris 4e -
www.pavillon-arsenal.com + www.feipel-bechameil.lu

Une réussite pour le premier Repérage artistique organisé en partenariat entre la cité des arts et les centres culturels (19/10, Paris)

Le 19 octobre une vingtaine de professionnels de l'art contemporain : critiques, commissaires, directeurs d'institutions se sont retrouvés à la Cité des arts pour une visite guidée d'ateliers d'artistes. A l'origine de ce projet : le Goethe-Institut, du Forum Culturel Autrichien et la Mission culturelle du Luxembourg en France en coopération avec la Cité internationale des arts. Le parcours et le choix des artistes ont été confiés à Marianne Derrien, commissaire d'exposition indépendante et critique d'art. Pour le Luxembourg, Aline Bouvy, actuellement en résidence à la Cité des arts, a pu apprécier la rencontre et les échanges avec les professionnels. Sa résidence se poursuit jusque fin décembre.



Repérage artistique #1 : "Je déteste la montagne, elle cache le paysage"
Avec : Aline Bouvy (LU) / Delphine Chapuis Schmitz (CH) / Saddie Choua (BE) / Thomas Geiger (DE) / Yuki Higashino (AUT) / Céline Struger (AUT)
Cité internationale des arts, Paris 4^e

Magnifique concert du Maxime Bender Duo dans le cadre du Festival Jazz à la cité (19/10, Paris)

Toute la finesse du duo Maxime Bender (saxophones) et Jerome Klein (piano) a enchanté le public venu assisté très nombreux à leur concert, le 19 octobre à la Fondation Biermans-Lapôtre. Une première participation au Jazz à la Cité pour le Luxembourg et certainement pas la dernière !



A ne pas manquer

Jeudi 19 novembre à 20h

Concert : Pascal Schumacher 4tet

Dans le cadre du festival Jazzycolors

Institut Finlandais, 60 Rue des Ecoles, Paris 5^e

www.jazzycolors.net

Vendredi 20 novembre à 19h30

Lecture : RICHTER Jean Portante

Compositeur : Luca Lombardi / Guitariste : Sergio Sorrentino

Dans le cadre des Journées du livre européen et méditerranéen et du Cycle « Mon Italie à moi »

Institut culturel italien, 50 Rue de Varenne, 75007 Paris

www.iicparigi.esteri.it/IIC_Parigi

Samedi 21 novembre à 20h30

Luxembourg Jazz Focus

Avec: Paul Fox Collective / Marly Marques 5tet / Pascal Schumacher

Dans le cadre du Festival Jazz en Nord

Samedi 28 novembre

Ouverture Marché de Noël

Concert : Ensemble de cuivres du conservatoire de la Ville de Luxembourg | Chœur de chambre de Luxembourg | Madrigal de la Cathédrale de Strasbourg

Dans le cadre de Luxembourg, invité d'honneur à Strasbourg, capitale de Noël 2015. Avec le soutien de la Ville de Strasbourg

Cathédrale de Strasbourg

Mercredi 2 décembre à 19h00

Rencontre-Lecture : "Écrire dans plusieurs langues : entre désir et abandon "

Avec : Nico Helminger (L), Claire Leydenbach (L) + invité : Slimane Benaïssa (Alg)

Dans le cadre de la Semaine des langues

Bar de l'Hôtel Normandy, Paris 1^{er}

Jeudi 3 décembre à 18h30

Lecture: (EN)Quêtes !

Avec : Nathalie Ronvaux, Jeff Schinker, Jacques Steiwer | Introduction : Ian de Toffoli |

Accompagnement musical : Nataša Grujović, accordéon

Dans le cadre de Luxembourg, invité d'honneur à Strasbourg, capitale de Noël 2015. Avec le soutien de la Ville de Strasbourg

Librairie Kléber, Strasbourg

Mercredi 8 décembre à 20h00

Soirée Jazz LX

Avec : Pascal Schumacher Quartet + Michel Reis Quartet

En partenariat avec le festival Jazzdor et dans le cadre de Strasbourg, capitale de Noël, le Luxembourg, pays invité d'honneur 2015

Cité de la Musique et de la Danse, 1 Place Dauphine, Strasbourg

Au quotidien, suivez la Mission culturelle sur les réseaux sociaux!

Pour être informé au quotidien de la très riche programmation de la Mission culturelle du Luxembourg:

Facebook: www.facebook.com/MissionCulturelleLuxembourg

Twitter [MissionCulturelleLux](https://twitter.com/MissionCulturelleLux) : [@LuxembourgEnFR](https://twitter.com/LuxembourgEnFR)

Actualité du réseau consulaire

Présentations des priorités de la Présidence luxembourgeoise à la Mairie de Metz (21/10) et à la CCI de Lyon (28/10)... entre autres

La Présidence du Conseil de l'Union européenne est l'occasion de bénéficier d'un coup de projecteur. Cela se traduit notamment par de nombreuses sollicitations, en particulier de la part des Maisons de l'Europe.

Au cours de ces dernières semaines, l'Ambassadeur s'est ainsi "produit" à [l'Université de Lille \(08/10\)](#), à la Mairie de Metz (21/10) et à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon (28/10) avec la complicité des Consuls honoraires du Luxembourg dans ces villes, Monsieur Eric Delfly à Lille, Monsieur Jean-Claude Schwartz à Metz et Monsieur Gérard Herrbach à Lyon.



De gauche à droite : Monsieur Jean-Claude Schwartz, Consul honoraire du Luxembourg à Metz, Monsieur Jacques Hausler, Président du Mouvement européen, Monsieur Clade Leclerc, Président du Club UNESCO de Metz et Madame Doan Tran, Conseillère déléguée du Maire de Metz en charge notamment des coopérations transfrontalières et partenariats européens.



Salle pleine à la CCI de Lyon le 28/10

Dans les semaines à venir des interventions de représentants de l'Ambassade sont prévues à Grenoble (05/11), à Evreux (27/11) mais aussi à Bazoches-sur-Guyonne dans les Yvelines où se situe la maison de Jean Monnet (05/12), à Rouen (08/12), à Tours et à Angers (janvier 2016) !

Echanges renforcés et synergies multiples entre le Luxembourg et la Région Nantaise (12/10, Nantes)

Le 12 octobre dernier s'est tenue à Nantes une conférence organisée par le [cabinet Pierson](#) et Me Xavier Cassou, Consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg à Nantes, avec le soutien de la Chambre Régionale des Professions Libérales et du MEDEF local. Destinée notamment à présenter le Luxembourg, la relation avec la France et le BCFL, elle a permis de réunir un public nantais qui avait répondu en nombre à l'invitation.

Après une introduction par Me Xavier Cassou puis une présentation du Cabinet Pierson délivrée par M. Jérôme Bernard, Mme Laurence Sdika, secrétaire générale du BCFL et Attachée auprès de l'Ambassade du Luxembourg en France et de la Chambre de Commerce du Luxembourg, a permis de donner un aperçu des spécificités et attraits nombreux du Grand-Duché de Luxembourg tout en mettant en exergue les complémentarités envisageables avec le territoire nantais.



De gauche à droite: Me Xavier Cassou, Consul honoraire du Luxembourg à Nantes, M. Jérôme Bernard du Cabinet Pierson et Mme Laurence Sdika, secrétaire générale du BCFL et Attachée auprès de l'Ambassade du Luxembourg en France et de la Chambre de Commerce du Luxembourg

Face à l'intérêt exprimé et l'accueil chaleureux et professionnel des participants nantais, rendez-vous a été pris notamment pour conduire une délégation multisectorielle au Luxembourg dans les prochains mois.

Les synergies envisageables entre le Luxembourg et la métropole française, englobant également la Ville de St-Nazaire, réputée pour ses chantiers navals et ses atouts en matière **maritime**, sont en effet multiples et se concentrent principalement autour des **secteurs du numérique, des Cleantechs de l'aéronautique ou encore des industries créatives**.

[Télécharger la présentation](#) de Mme Laurence SDIKA

Journée d'études consacrée au Luxembourg à Lille avec la participation des deux Ministres signataires, il y a 30 ans, des Accords de Schengen (08/10, Lille)

La Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de l'Université Lille 2 a accueilli, jeudi 8 octobre, une Journée d'études sur le thème "Le Luxembourg, au coeur de l'Union européenne à l'heure de sa présidence du conseil des ministres". Cette journée d'étude était organisée en partenariat avec le Mouvement européen du Nord et avec le soutien du Consulat honoraire du Luxembourg à Lille et de l'Ambassade.

Un nombre important d'interlocuteurs luxembourgeois de haut niveau ont pris part à cette manifestation. A noter en particulier les interventions de Monsieur Robert Goebbels, ancien ministre luxembourgeois de l'économie, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, au commerce extérieur et à la coopération et député européen, et de Madame Catherine Lalumière, ancienne secrétaire d'Etat aux affaires européennes, députée européenne et secrétaire générale du conseil de l'Europe, tous deux signataires il y a 30 ans des accords de Schengen.



Au centre, l'Ambassadeur Dühr entouré de Mme Catherine LALUMIERE, de M. Robert GOEBBELS, de M. Jean-Jacques KASEL (ext dte), ancien juge luxembourgeois à la Cour de justice, et de Mme Hélène RUIZ-FABRI (à gauche), Directrice de l'Institut Max Planck–Luxembourg et Professeure à l'Université de Paris I.

[Télécharger le programme de la journée](#)

Portraits croisés:

Marc Bichler, Ambassadeur itinérant pour le changement climatique



Monsieur Marc Bichler, vous avez été Directeur de la coopération au Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes (2005-2012) avant de diriger le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF), une agence dont le rôle est d'appuyer le développement des économies de pays les moins avancés (PMA) en leur fournissant des investissements et un soutien technique (2012-2014) et vous êtes aujourd'hui (et depuis 2014), Ambassadeur pour le Climat, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur votre parcours et sur le rôle d'un Ambassadeur pour le Climat ?

En tant que diplomate, je m'estime privilégié d'avoir eu jusqu'ici le développement durable comme un fil rouge à travers ma carrière professionnelle. Le développement durable est un enjeu d'ordre global ; qu'il s'agisse de ses aspects de lutte contre la pauvreté, de lutte contre le dérèglement climatique ou de lutte contre les effets négatifs de la globalisation sur nos économies et nos vies. A ce titre, il offre aux professionnels des relations internationales des terrains d'action complexes, certes, mais également truffés d'opportunités. En ma qualité d'Ambassadeur itinérant pour le changement climatique, j'essaie de mettre à profit mon expérience antérieure, notamment en ce qui concerne l'aspect du financement de l'action climatique. C'est en effet une question centrale des négociations en vue de la COP21 qui demande une approche transversale entre ministères d'un côté, et le secteur privé de l'autre ; un exercice tant en diplomatie interne qu'externe.

Beaucoup disent que le sort du succès de la Conférence Paris-Climat (COP21) qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre se jouera en grande partie sur cette question du « financement climatique ». On évoque ici indifféremment l'engagement de 100 milliards de dollars pris à Copenhague ou la capitalisation du Fond vert pour le Climat autour de 10 milliards. Pourriez-vous nous dire plus précisément ce que recouvre cette notion de financement climatique, ce qui est en jeu dans cette négociation et pourquoi ces chiffres sont si importants ?

Toute stratégie politique a besoin de moyens de mise en œuvre crédibles. Cela est vrai *a fortiori* pour une entreprise globale aussi complexe que la lutte contre le changement

climatique. Le financement de l'action climatique devra couvrir sur le long terme tant des actions d'atténuation des effets du changement climatique que des actions d'adaptation aux effets d'ores et déjà inéluctables. De ce point de vue, les besoins financiers dépassent de loin les 100 milliards par an d'ici 2020 promis par les pays industrialisés. Dans son "World Energy Investment Outlook" de juin 2014, l'Agence internationale de l'énergie a déjà chiffré les besoins en investissements pour maintenir le réchauffement de la planète à moins de 2° C à 53 milliers de milliards de dollars. Dès lors, il est indispensable d'utiliser les fonds publics de manière intelligente, c'est-à-dire avec effet de levier sur des financements privés, pour pouvoir espérer d'être à la hauteur du défi.

Vous animez un groupe de travail sur le financement climatique au sein de l'Association Luxembourgeoise des Fonds d'Investissement (ALFI), quel rôle et quelles motivations pourrait avoir la place financière luxembourgeoise en la matière ? Par quels mécanismes les pouvoirs publics pourraient-ils contribuer à la « mobiliser » ?

L'investissement d'impact – c'est-à-dire l'investissement pratiqué par des investisseurs qui se soucient moins d'une maximisation de leur profit, mais plutôt d'un revenu financier raisonnable de leur mise combiné à un impact dûment documenté sur les fronts du social et/ou de l'environnemental – constitue aujourd'hui le segment avec la plus forte croissance de l'investissement socialement responsable en général. Ces investisseurs ont compris le potentiel des opportunités économiques inhérentes à la transition de l'énergie fossile vers l'énergie renouvelable comme carburant de nos modes de vie et de production. Le secteur public a tout à gagner, en termes de réduction d'émissions de CO₂, d'adaptation et de création de richesses et d'emplois, d'un appui public à l'atténuation du risque d'investissement du secteur privé, que ce soit par des garanties, des prises de participation juniors ou des souscriptions de dette subordonnée. La place financière luxembourgeoise – et notamment l'industrie des fonds d'investissement – est bien outillée pour développer et adapter ces instruments financiers novateurs.

Jean-Michel Severino, gérant de la « société investisseurs et partenaires »



Monsieur Jean-Michel Severino, vous avez été pendant près de 10 ans (2001-2010) le Directeur général de l'Agence française de développement, et vous êtes aujourd'hui le gérant de « investisseurs et partenaires », une société de gestion de fonds qui a pour ambition de contribuer à l'émergence d'un secteur privé dynamique et pérenne en Afrique, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur votre parcours et sur les activités de « Investisseurs et partenaires » ?

Je me suis engagé dans le développement de I&P car je m'étais impliqué, à la tête de l'AFD, dans une politique consistant à utiliser des investissements dans des entreprises privées pour répondre à des défis d'intérêt général. Les investissements des entreprises peuvent jouer un rôle considérable pour, par exemple, donner accès aux services essentiels comme l'éducation, la santé, l'eau, l'énergie, en particulier aux plus pauvres... Ils sont déterminants aussi pour permettre l'accès à l'emploi dans des pays où la démographie est très rapide. Mais dans ces domaines, et dans les pays en développement, le "marché" est souvent déficient, ou alors les populations les plus pauvres et les entreprises les plus petites et les plus récentes ne peuvent être atteintes. Il devient donc nécessaire que des institutions publiques ou privées, mais ayant un objectif d'intérêt général, interviennent pour apporter financement et savoir-faire là où les investisseurs classiques et les banques, par exemple, n'opèrent pas, faute de rentabilité financière suffisante ou de risques trop élevés. J'avais remarqué que notre action était fortement entravée par l'absence ou la faiblesse numérique d'opérateurs compétents, capables de toucher les cibles que notre propre taille, ou les limites de nos instruments comme de nos capacités, en tant qu'agence de développement publique, ne nous permettaient pas de toucher. Ayant quitté l'AFD, je me suis attaché à faire croître I&P, qui est une société de gestion mettant en oeuvre des fonds d'investissements consacrés à des défis d'intérêt général, comme ceux que je viens

d'évoquer, en Afrique. Techniquement, nous intervenons dans des projets privés, entrepreneuriaux ou d'infrastructure, conduits dans leur très grande majorité par des africains, à des stades de développement précoces (nous finançons un nombre important de start-ups), et les soutenons autant financièrement que par des conseils et un accompagnement technique. Nous sommes actuellement investis dans une soixantaine de sociétés africaines dans une quinzaine de pays du continent.

Votre société est active dans ce qu'on appelle communément le « financement climatique », c'est-à-dire les moyens mis en œuvre pour aider les pays en développement à lutter contre les conséquences du dérèglement climatique, pourriez-vous nous dire, en quelques mots, ce que recouvre cette notion et en quoi consiste vos activités dans ce domaine ?

Le financement climatique recouvre l'ensemble des capitaux qui sont consacrés à diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ou à adapter les sociétés au changement climatique. En ce qui concerne I&P, cette activité est très importante et recouvre deux réalités. D'une part nous finançons un nombre significatifs d'entreprises dont la mission recouvre précisément ce mandat. C'est notamment le cas des sociétés qui sont financées par le fonds "energy access ventures", promu par Schneider Electric, dont nous sommes conseillers, et dont l'équipe de gestion est basé à Nairobi. Ce fonds est dédié à l'accès à l'énergie des populations pauvres africaines, qui sont en premier lieu rurales et au bénéfice desquelles sont déployées des solutions "vertes", dont certaines sont révolutionnaires, comme les systèmes solaires dits "pay-as-you-go". Mais nous finançons aussi des entreprises de ce type dans nos fonds "PME", comme IPAIE et IPDEV: c'est par exemple le cas d'une société comme PEG Energy au Ghana, ou une société concessionnaire de services publics d'eau et d'énergie dans la partie mauritanienne de la vallée du fleuve Sénégal, en milieu rural très pauvre, CDS. Mais, d'autre part, dans toutes les sociétés dans lesquelles nous investissons, nous opérons notamment un diagnostic environnemental, qui sert à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'action sur toute la durée de notre investissement. Celui-ci comprend systématiquement un diagnostic énergétique et un programme portant sur l'efficacité énergétique, qui est une composante essentielle de toute stratégie carbone. Nous en profitons pour conduire systématiquement nos entreprises partenaires à des choix pour des énergies les moins carbonées possibles, et de plus en plus souvent, non émissives. Nous mesurons et suivons nos émissions et celles de toutes nos entreprises partenaires, et allons chaque fois que possible vers un programme de compensation des émissions résiduelles, comme cela vient d'être le cas avec VRS, une société de leasing automobile ghanéenne, avec laquelle nous venons de réaliser une opération très innovante de compensation dans le monde des PME.

Beaucoup disent que le sort de le succès de la Conférence Paris-Climat (COP21) qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre se jouera en grande partie sur cette question du « financement climatique ». On évoque ici indifféremment l'engagement de 100 milliards de dollars pris à Copenhague ou la capitalisation du Fond vert pour le Climat autour de 10 milliards. Pourriez-vous nous dire plus précisément ce qui est en jeu et pourquoi ces chiffres sont si importants ?

Ces chiffres sont importants car la trajectoire de décarbonation de nos économies repose à

la fois sur la réduction des émissions des économies des pays industrialisés, et - à terme - à leur suppression totale nette, sur la réduction de l'intensité carbone de la croissance économique des pays en développement, et sur l'adaptation des économies, et en particulier celles des pays les plus pauvres, aux inéluctables changements climatiques qui les affecteront. Financer ces transformations demande des capitaux très importants, dans des domaines économiques très variés. Ces transformations impliquent aussi particulièrement à la fois des investissements privés massifs dans les économies des pays en développement, qui ne disposent pas des capitaux nécessaires, et des investissements publics aussi importants dans ces mêmes pays, alors que leurs finances publiques ne peuvent mobiliser que des sommes modestes. Les pays pauvres n'ont par ailleurs aucune responsabilité historique dans la constitution de l'actuel défi climatique, même si les pays émergents, comme la Chine, contribuent désormais de plus en plus aux émissions de carbone mondiale. D'importants transferts de capitaux sont donc à la fois nécessaires techniquement mais aussi incontournables politiquement pour permettre l'entrée dans l'ère de l'économie zéro carbone de tous les pays du monde, mais aussi faire face aux impacts du changement climatique, qui se traduiront, par exemple, par des événements climatiques extrêmes, la disparition de terres émergées, des pertes agricoles etc... Beaucoup de ces événements ayant d'ailleurs des conséquences importantes en matière de migration.

En matière de financement climatique, il est de plus en plus question de la nécessaire mobilisation du secteur privé. Selon vous, quels types d'acteurs peuvent être intéressés à investir dans ce domaine, et avec quelles motivations ? Par quels mécanismes les pouvoirs publics peuvent-ils contribuer à « mobiliser » ce secteur privé ?

La mobilisation du secteur privé est en effet essentielle pour gagner la lutte contre le changement climatique comme son adaptation. Les banques ont un rôle essentiel à jouer en mobilisant leurs crédits à la fois au bénéfice des entreprises qui proposent des réponses, que ce soit par les produits qu'elles fabriquent ou les services qu'elles fournissent, ou par la manière dont elles le font. Les ménages doivent aussi être financés pour changer leur mode de vie: adopter des véhicules non polluant, isoler leur logement, construire des habitats à énergie positive, etc... C'est la même chose pour tous les autres acteurs financiers: compagnies d'assurance, fonds d'investissement... Les instruments que peuvent utiliser les pouvoirs publics, et qu'ils mobilisent de plus en plus, sont classiques: taxer les activités négatives du point de vue carbone, subventionner le cas échéant les autres, apporter des garanties aux créanciers et investisseurs notamment pour qu'ils puissent allonger les maturités de leurs concours ou s'engager dans des projets innovants, ou encore mobiliser les institutions publiques, comme en France, le groupe de la Caisse des Dépôts. Dans le domaine international et du développement, les mêmes instruments peuvent être utilisés, mais il est probable que la mobilisation de fonds publics et de garanties à côtés des prêteurs et investisseurs dominera: l'aide au développement a de beaux jours devant elle, car elle devient de plus en plus un instrument non seulement de lutte contre la pauvreté, mais de résolution de nos problèmes communs globaux.

Le saviez-vous ?

Financement climatique: des engagements luxembourgeois ambitieux et additionnels

"Notre contribution totale s'élèvera à 120 millions d'euros pour les années de 2014 à 2020" a annoncé le Premier ministre Xavier Bettel en plénière du sommet des Nations unies sur le développement durable à New York. Outre le Fond vert pour le climat ([Green Climate Fund](#)) auquel le Luxembourg verse annuellement et depuis 2014 une contribution de 5 millions d'euros, les dépenses devraient se répartir entre les mesures d'atténuation, d'adaptation et REDD+ (boisement, reboisement) et le financement de projets d'autres fonds multilatéraux (sous la tutelle de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, la Banque Européenne d'Investissement...).



L'équipe de négociation climatique luxembourgeoise (de gche à dte: André Weidenhaupt, Marc Bichler, la Ministre Carole Dieschbourg et Sarah Blau) lors de la COP20 à Lima

Ces moyens pour la mise en œuvre des mesures de lutte contre le dérèglement climatique dans les pays en développement, sont additionnels à celles de l'aide publique au développement. Rappelons qu'en termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut à la coopération au développement. Depuis 2009, l'APD atteint 1 % du RNB, conformément à l'engagement pris dans le programme gouvernemental pour la période 2013-18. En 2014, l'APD luxembourgeoise s'est ainsi établie à un peu plus de 318 millions d'euros, soit 1.06% du revenu national brut (RNB). L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'appui aux programmes et de la coopération avec les ONG de développement. Un [rapport sur l'Aide humanitaire internationale publié récemment par le Programme d'Initiatives de développement de l'Aide humanitaire mondiale \(GHA\)](#) confirme l'importance des efforts du Luxembourg dans le domaine de l'action humanitaire. Avec 119 US\$ par habitant dédié à l'assistance humanitaire internationale, le Luxembourg y figurait en 2e place dans ce rapport, après la

Norvège. Luxembourg s'y place également en 2e position au niveau du pourcentage du RNB alloué à l'assistance humanitaire (après le Kuwait) et au 5e rang après l'Irlande, les États-Unis, le Canada et le Danemark pour ce qui est de la part de l'aide publique au développement consacrée à l'assistance humanitaire.

En savoir plus:

- http://www.environnement.public.lu/actualites/2014/12/14_dieschbourg_gira_lima/index.html
- <http://www.cooperation.lu/2014/>

3 questions à:

Simone Beck, Présidente de la Commission nationale luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO



Simone Beck (centre gauche) entourée de la Ministre de la Culture Maggy Nagel (à gauche) et de l'ensemble des membres de la nouvelle Commission nationale pour la coopération avec l'UNESCO

1) Madame Simone Beck, vous venez de prendre la Présidence de la Commission nationale luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur votre parcours ainsi que sur la composition et le rôle de cette Commission ?

Dans ma carrière professionnelle, j'ai été enseignante d'histoire et de littérature ancienne. Intéressée par la culture dans ses expressions les plus diverses, j'ai eu l'immense chance de travailler pour „Luxembourg, Ville européenne de la Culture“ en 1995, un programme de l'Union européenne, initié par la regrettée Melina Mercouri. Pendant de longues années, j'ai dirigé le „Réseau des Capitales européennes de la Culture et des Mois cultures / ECCM“, une tâche qui m'a permis de faire des rencontres inoubliables, tant humaines que culturelles. Une tâche particulièrement intéressante que j'ai eu le privilège d'assumer était celle de conseillère au cabinet de SAR le Grand-Duc de Luxembourg. Pendant une dizaine d'années j'ai également été membre de la Commission nationale luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO. Le rôle de cette commission – composée d'une trentaine de personnes venant du monde diplomatique, associatif, universitaire, coopératif, éducatif, journalistique, culturel et sportif – est de représenter l'UNESCO au Luxembourg, ses visions, ses projets et ses activités. La commission doit également conseiller le gouvernement – ou tout autre institution intéressée – sur les questions qui concernent les dossiers concernant le patrimoine matériel ou immatériel, ainsi que les programmes comme *Man and Biosphere* ou les Ecoles associées de l'UNESCO.

2) Dans le grand public, on associe souvent l'UNESCO à l'inscription sur la liste du « patrimoine mondial » dont bénéficie la forteresse et la vieille ville de Luxembourg, l'exposition photographique "The Family of Man" étant quant à elle inscrite au registre "Mémoire du Monde" de l'Unesco et la procession dansante d'Echternach l'étant, quant à elle, sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les activités de l'UNESCO et leurs traductions « concrètes » au Luxembourg ?

Vous avez raison de souligner que l'UNESCO est surtout connue pour sa liste des « patrimoines ». Evidemment aussi au Luxembourg. Il m'importe toutefois de faire connaître un peu davantage les autres programmes de l'UNESCO qui concernent davantage la nature et la biosphère. Madame Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO, accorde une importante toute particulière à la liberté d'expression et d'information. J'aimerais profiter de la liberté d'information qui existe au Luxembourg pour informer les lecteurs et les auditeurs de la presse luxembourgeoise sur l'organisation intéressante qu'est l'UNESCO, plus importante que jamais dans un monde où tant de gens sont déracinés et ont besoin de notre solidarité et de notre soutien. Par ailleurs, j'aimerais sensibiliser davantage le grand public pour cette magnifique idée que certains temples, monuments, des sites naturels ou historiques, des mélodies ou des recettes, des danses ou des coutumes sont si extraordinaires qu'ils appartiennent à nous tous. Comme notre commission n'est en fonction que depuis fin septembre, vous comprendrez que nous sommes encore en train d'élaborer des stratégies et des projets que je vous présenterai avec plaisir à une date ultérieure.

3) A contrario, dans quel(s) domaine(s) pensez-vous que le Luxembourg peut, fort de l'expérience qui est la sienne, utilement contribuer aux travaux de l'UNESCO ?

J'ai toujours considéré le Luxembourg comme un modèle réduit de l'ONU : des habitants venant d'une bonne centaine de pays différents, selon les régions une majorité de résidents d'origine non luxembourgeoise, une grande variété linguistique, et pourtant, une paix sociale remarquable, un dialogue interculturel constant. Ce qui m'a ravi est la générosité et la gentillesse avec lesquels les Luxembourgeois ont accueilli les hommes, femmes et enfants venus du Moyen-Orient ou d'Afrique, dans l'espoir de trouver chez nous de meilleures conditions de vie. Le travail soutenu que l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg fait depuis des années auprès de l'UNESCO porte ses fruits, et la Commission luxembourgeoise pour la coopération avec l'UNESCO est fière de pouvoir s'engager à ses côtés pour les buts et les projets d'une institution qui se voue à la paix et au dialogue interculturel.

Infos pratiques

Enregistrement consulaire en ligne

L'Ambassade a mis en ligne, sur son site, un [formulaire d'enregistrement consulaire à destination des citoyens luxembourgeois résidant en France](#).

Cette procédure d'enregistrement facultative doit permettre à l'Ambassade de mieux connaître les résidents luxembourgeois installés en France afin de mieux les servir. Elle permettra ainsi à l'Ambassade de cibler ses envois en fonction des attentes des résidents et, en cas d'incident grave, de les contacter dans les meilleurs délais.

Nous trouver

Les [coordonnées](#) ainsi que [l'organigramme de l'Ambassade](#) sont en ligne sur notre site!

[Le site de l'Ambassade du Luxembourg à Paris](#)

Nous écrire
*abonnement/désabonnement, autre
information*

Copyright © Ministère des Affaires étrangères et européennes